



## Chapitre A-10

### LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES

#### SECTION I

#### DÉFINITIONS ET APPLICATION

Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

« permis »;	a) « permis »: un permis délivré en vertu de la présente loi;
« règlement »;	b) « règlement »: un règlement adopté en vertu de la présente loi;
« transporteur »;	c) « transporteur »: toute personne ou entreprise exerçant le commerce de transport de voyageurs;
« ministre ».	d) « ministre »: le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

1974, c. 53, a. 1.

Fonctions d'un agent de voyages. **2.** Une personne agit comme agent de voyages lorsqu'elle exerce une activité commerciale à l'occasion de laquelle elle accomplit, offre ou tente d'accomplir pour le compte d'autrui l'une des opérations ci-après énumérées:

- a) réservation de moyens d'hébergement et délivrance de titres d'hébergement, sauf par un hôtelier et, sauf par un transporteur, location de places dans les moyens de transport ou délivrance de titres de transport;
- b) organisation de voyages individuels ou en groupe soit à forfait, soit à la commission, ou vente et fourniture de titres correspondants.

Association réputée agent de voyages. Toute association, société ou corporation qui accomplit, pour le compte de ses membres, l'une des opérations mentionnées aux paragraphes *a* et *b* est également un agent de voyages pour les fins de la présente loi.

1974, c. 53, a. 2.

Pourvoyeur exclus. **3.** La présente loi ne s'applique pas à un pourvoyeur au sens de la section XIII de la Loi sur la conservation de la faune (chapitre C-61).

1974, c. 53, a. 3.

## SECTION II

### PERMIS

- Permis obligatoire.** **4.** Nul ne peut exercer les fonctions d'agent de voyages, agir à titre d'agent de voyages ni donner lieu de croire qu'il est agent de voyages s'il ne détient un permis en vigueur à cette fin ou, dans le cas d'une association, société ou corporation, si un permis n'est détenu pour son bénéfice par une autre personne.
- Permis pour succursale.** Si une entreprise est à succursales multiples, un permis doit être détenu pour l'exploitation de chaque succursale.  
1974, c. 53, a. 4.
- Employé d'un détenteur de permis.** **5.** L'employé dont l'employeur est détenteur d'un permis peut effectuer les opérations d'un agent de voyages sans lui-même détenir un permis, pourvu que ces opérations soient accomplies pour le compte de l'employeur et non pour le compte personnel de l'employé.
- Identification.** Un tel employé, s'il agit ailleurs qu'à l'établissement de son employeur, doit être en mesure de s'identifier comme tel, sur demande.  
1974, c. 53, a. 5.
- Délivrance du permis.** **6.** Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, pour son compte ou pour le bénéfice d'une association, société ou corporation.
- Qualités requises.** Cette personne, si elle agit pour son propre compte, doit être majeure et résider au Québec, ou l'association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle elle demande le permis doit avoir une place d'affaires au Québec.  
1974, c. 53, a. 6.
- Limitation.** **7.** Une même personne ne peut détenir plus d'un permis.  
1974, c. 53, a. 7.
- Conditions requises pour demande de permis.** **8.** Toute personne qui sollicite un permis pour le compte d'une association, société ou corporation doit être autorisée par écrit, faire la preuve de son mandat et avoir comme principale activité celle d'exercer des fonctions de direction au sein de l'association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle elle demande le permis.  
1974, c. 53, a. 8.

Forme de la demande. **9.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre dans la forme prescrite par les règlements, accompagnée des documents et du paiement des droits prévus par les règlements.

1974, c. 53, a. 9.

Motifs de refus. **10.** Aucun permis ne peut être accordé si le requérant ou la corporation, l'association ou la société pour le bénéfice de laquelle le permis est demandé a fait faillite au cours des cinq années précédentes, ou a été condamnée pour escroquerie, pour faux, ou pour opération frauduleuse en matière de contrat ou de commerce.

1974, c. 53, a. 10.

Délivrance du permis. **11.** Le ministre délivre le permis si le requérant et, le cas échéant, si la corporation, association ou société pour le bénéfice de laquelle il agit remplissent les conditions prescrites par la présente loi et par les règlements.

Enquêtes. Le ministre peut, à l'égard d'une demande, faire faire toute enquête qu'il estime nécessaire.

1974, c. 53, a. 11.

### SECTION III

#### SUSPENSION, ANNULATION, REFUS DE RENOUVELLEMENT DU PERMIS; APPELS

Causes de suspension ou de refus. **12.** Le ministre peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler le permis de tout détenteur qui:  
a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;  
b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir son permis.

1974, c. 53, a. 12.

Audition du détenteur. **13.** Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension ou le refus de renouvellement d'un permis, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.

1974, c. 53, a. 13.

Remise de documents à fiduciaire. **14.** Tout détenteur dont le permis est annulé, suspendu ou non renouvelé, doit remettre à un fiduciaire désigné par le ministre tous

documents, livres et autres effets nécessaires à la liquidation ou à la continuation des affaires en cours de l'agent de voyages.

1974, c. 53, a. 14.

Retrait sur compte en fidéicommiss interdit.

**15.** Toute banque à charte du Canada ou autres institutions autorisées par la loi à recevoir des dépôts, dépositaires d'un compte en fidéicommiss d'un détenteur dont le permis a été annulé, suspendu ou non renouvelé, ne peut, après avis servi à cet effet par le fiduciaire visé à l'article 14, effectuer aucun retrait ou paiement sur ledit compte en fidéicommiss, sauf avec l'autorisation écrite du fiduciaire.

1974, c. 53, a. 15.

Frais du fiduciaire.

**16.** Les frais d'administration du fiduciaire incombent à l'agent de voyages et le compte du fiduciaire, dûment approuvé par le ministre, est payable immédiatement par l'agent de voyages et à défaut, payé à même le cautionnement.

1974, c. 53, a. 16.

Appel.

**17.** Toute personne dont le permis est suspendu ou annulé ou n'est pas renouvelé peut interjeter appel de la décision du ministre devant trois juges de la Cour provinciale du district où cette personne a sa résidence ou son siège social, suivant le cas,

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

1974, c. 53, a. 17.

Requête pour appel.

**18.** L'appel est interjeté par requête signifiée au ministre. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où est domicilié le requérant dans les quatre-vingt-dix jours de la réception par le requérant de la décision du ministre.

1974, c. 53, a. 18.

Transmission du dossier.

**19.** Dans le mois qui suit la réception de l'avis d'appel, le ministre transmet au greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision dont il y a appel.

Contenu.

Le dossier comprend les pièces produites, la transcription des dépositions si elles ont été sténographiées, le procès-verbal de l'audition et la décision du ministre.

- Audition de l'appel. **L'appel est entendu sur le dossier constitué, sous réserve du droit des juges d'entendre toute preuve additionnelle.**  
1974, c. 53, a. 19.
- Pouvoirs des commissaires. **20. Les juges qui entendent et décident l'appel sont investis, aux fins de cet appel, des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).**  
1974, c. 53, a. 20.
- Effet de l'appel. **21. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre à moins que le juge en chef de la Cour provinciale n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.**  
1974, c. 53, a. 21.
- Désignation des juges. **22. Sur requête d'une partie signifiée à l'autre, le juge en chef de la Cour provinciale désigne les trois juges qui doivent entendre l'appel et fixe péremptoirement la date d'audition de l'appel entre le soixantième et le quatre-vingt-dixième jour qui suivent la production de la requête en appel au greffe.**  
1974, c. 53, a. 22.
- Audition des parties. **23. Les juges doivent, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de se faire entendre.**  
1974, c. 53, a. 23.
- Preuve admise. **24. Les juges peuvent admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.**  
1974, c. 53, a. 24.
- Interrogatoire. **25. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.**  
Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.  
1974, c. 53, a. 25.
- Privileges et immunités. **26. Toute personne qui témoigne devant les juges a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.**  
1974, c. 53, a. 26.

- Pouvoir des juges. **27.** Les juges ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils peuvent, notamment, rendre toute ordonnance qu'ils estiment propre à sauvegarder les droits des parties.  
1974, c. 53, a. 27.
- Confirmation de décision. **28.** Les juges peuvent confirmer la décision ou l'infirmier; leur décision est sans appel.  
Majorité. S'ils ne sont pas d'accord, la question est résolue par la majorité.  
1974, c. 53, a. 28.
- Jugement. **29.** Le jugement doit être consigné par écrit et signé par les juges qui l'ont rendu. Il doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.  
1974, c. 53, a. 29.
- Copie aux parties. **30.** Une copie certifiée doit être transmise, par le greffier de la Cour provinciale, par la poste, à chacune des parties.  
Original. L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale.  
1974, c. 53, a. 30.

#### SECTION IV

#### OBLIGATIONS DU DÉTENTEUR DU PERMIS

- Affichage. **31.** Un agent de voyages doit afficher son permis bien à la vue dans son établissement commercial.  
1974, c. 53, a. 31.
- Livres, registres et comptes. **32.** Un agent de voyages doit tenir les livres, registres et comptes prescrits par règlement; le ministre peut exiger de lui un rapport de ses activités aux époques et en la manière que le ministre détermine.  
1974, c. 53, a. 32.
- Dépôt dans compte en fiducie. **33.** Un agent de voyages doit déposer dans un compte en fiducie les fonds qu'il perçoit pour le compte d'autrui et se conformer aux conditions prescrites par règlement pour le dépôt et le retrait de ces fonds.  
1974, c. 53, a. 33.

## SECTION V

### INSPECTION

Nomination et rémunération. **34.** Pour veiller à l'application de la présente loi, des inspecteurs sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

1974, c. 53, a. 34.

Droit d'entrée. **35.** Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable, dans le bureau d'un agent de voyages, faire l'examen de ses livres, registres ou comptes et en prendre note ou copie.

Communication des livres. Une personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres ou comptes doit en donner communication à l'inspecteur qui en fait la demande et lui en faciliter l'examen.

Certificat. Un inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre, attestant sa qualité.

1974, c. 53, a. 35.

## SECTION VI

### RÈGLEMENTS

Réglementation. **36.** Le gouvernement peut faire des règlements:

- a) pour établir des catégories d'agents de voyages;
- b) pour déterminer les modalités de la délivrance, du renouvellement et du transfert du permis, les qualités requises d'une personne qui en fait la demande, les conditions qu'elle doit remplir et les droits qu'elle doit payer;

- c) pour déterminer le cautionnement qui est exigible des agents de voyages ou des catégories d'agents de voyages qu'il indique, ce cautionnement pouvant prendre la forme d'un cautionnement collectif exigible de l'ensemble des agents de voyages ou des catégories d'agents de voyages qu'il indique;

- d) pour soustraire les transporteurs ou les catégories de transporteurs qu'il indique à l'application de l'article 33, pourvu que les transporteurs visés déposent un cautionnement spécial que détermine le règlement;

- e) pour établir des normes relatives à toute publicité faite par un détenteur de permis;

- f) pour déterminer les professions, métiers, industries, commerces, charges ou fonctions incompatibles avec l'exercice de la fonction d'agent de voyages;

- g) pour prescrire les conditions relatives au dépôt et au retrait des

fonds qu'un agent de voyages doit déposer dans un compte en fiducie;

*h)* pour prescrire les livres, registres et comptes que doivent tenir les agents de voyages ou les catégories d'agents de voyages qu'il indique;

*i)* pour prescrire des normes relatives à la protection des clients d'un agent de voyages au cours d'un voyage.

Entrée en vigueur.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est indiquée.

1974, c. 53, a. 36.

## SECTION VII

### POURSUITES ET PÉNALITÉS

Infraction par une  
personne.

**37.** Commet une infraction, toute personne qui:

*a)* fait une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis;

*b)* fournit au ministre ou à un inspecteur des renseignements inexacts;

*c)* entrave ou tente d'entraver, de quelque façon que ce soit, une personne qui fait un acte que la présente loi ou les règlements l'obligent ou l'autorisent à faire;

*d)* contrevient à la présente loi ou aux règlements.

1974, c. 53, a. 37.

Infraction par une  
corporation.

**38.** Lorsqu'une corporation, association ou société commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout fonctionnaire, administrateur, associé, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, l'association ou la société, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

1974, c. 53, a. 38.

Peines.

**39.** Toute personne trouvée coupable d'une infraction à l'article 4 est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction.

1974, c. 53, a. 39.

Peines.

**40.** Toute personne trouvée coupable d'une autre infraction à la



présente loi ou aux règlements est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins \$250 et d'au plus \$500 pour chaque infraction et d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000 pour chaque récidive dans les deux ans.

1974, c. 53, a. 40.

Poursuites. **41.** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou, avec son autorisation, par toute autre personne.

Poursuites sommaires. La partie II de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) s'applique à ces poursuites.

1974, c. 53, a. 41.

---

*Les articles 1, 3, 15, 31, 36 et 38 de la présente loi seront modifiés lors de l'entrée en vigueur des articles 1, 3, 12, 14, 17 et 18 du chapitre 57 des lois de 1977, à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement.*

*Les articles 2, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 35 et 39 de la présente loi seront remplacés lors de l'entrée en vigueur des articles 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 16 et 19 du chapitre 57 des lois de 1977, à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement.*

*Lors de l'entrée en vigueur des articles 11 et 15 du chapitre 57 des lois de 1977, à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement, la présente loi sera modifiée:*

- a) par l'insertion d'un article après l'article 13;*
- b) par l'insertion d'un autre article après l'article 34.*

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 53 des lois annuelles de 1974, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 42 à 44, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-10 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1974**      **LOIS REFONDUES, 1977**

**Chapitre 53**

**Chapitre A-10**

LOI DES AGENTS DE  
VOYAGES

LOI SUR LES AGENTS  
DE VOYAGES

---

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

---

1 - 41

1 - 41

---

42 - 44

Omis

---

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

